

**Convention collective**

**IDCC : 9111. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
DE LA ZONE CÉRÉALIÈRE  
(Aude)  
(12 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 mai 1979,  
*Journal officiel* du 3 juin 1979)

---

**AVENANT N° 78 DU 3 NOVEMBRE 2009**

NOR : AGRS1097084M

IDCC : 9111

---

Entre :

Le syndicat intercommunal des exploitants agricoles de l'Aude (section des employeurs de main-d'œuvre),

D'une part, et

La section départementale du syndicat de l'agriculture CGC de l'Aude ;

Le syndicat départemental de l'agriculture CFDT de l'Aude ;

La section départementale FO des salariés de l'agriculture de l'Aude ;

Le SYNFOCA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

« Accord de prévoyance du 2 octobre 1991 concernant le maintien des ressources aux salariés malades ou victimes d'un accident de travail dans la zone céréalière du département de l'Aude » figurant en annexe II de la convention collective de travail de la zone céréalière du département de l'Aude.

I. – Les articles 3 et 5 *bis* sont modifiés ainsi qu'il suit :

Les dénominations « CAMARCA » et « CAMARCA Prévoyance » figurant sont remplacées par la dénomination « Agri-Prévoyance, siège social : 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris ».

II. – L'article 4 est abrogé et remplacé comme suit :

« Le maintien des ressources est assuré :

- dès le 1<sup>er</sup> jour d'arrêt de travail, dans le cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle ;
- à compter du 8<sup>e</sup> jour, dans le cas de maladie ou d'accident de la vie privée, et aussi longtemps que sont servies les indemnités journalières légales. »

III. – L'article 5 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le maintien des ressources, y compris les indemnités journalières légales, est égal à 80 % du salaire retenu pour le calcul de ces mêmes indemnités.

Ce pourcentage est porté à 90 % pour les salariés justifiant d'au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise pendant au maximum :

- 30 jours si l'ancienneté est comprise entre 1 et 6 ans ;
- 40 jours si l'ancienneté est comprise entre 6 et 10 ans ;
- 50 jours si l'ancienneté est comprise entre 11 et 16 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est comprise entre 16 et 21 ans ;
- 70 jours si l'ancienneté est comprise entre 21 et 26 ans ;
- 80 jours si l'ancienneté est comprise entre 26 et 31 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est supérieure à 31 ans. »

IV. – Il est créé un article 6 *bis* dont la teneur est la suivante :

« Article 6 *bis*

*Réexamen des conditions de la mutualisation*

En application de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les modalités d'organisation de la mutualisation et notamment le choix de l'assureur seront réexaminés tous les 3 ans. »

V. – Les signataires déclarent adhérer à l'annexe originale.

VI. – Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à la direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Aude.

Fait à Carcassonne, le 3 novembre 2009.

(Suivent les signatures.)